

Le dossier de l'affaire Pasternak ou comment la publication d'un roman devient une affaire d'État

Lionel Meney

Numéro 64, automne 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/21175ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Nuit blanche, le magazine du livre

ISSN

0823-2490 (imprimé)

1923-3191 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Meney, L. (1996). Le dossier de l'affaire Pasternak : ou comment la publication d'un roman devient une affaire d'État. *Nuit blanche*, (64), 29–32.

**Le dossier de
l'affaire Pasternak
ou comment la
publication d'un
roman devint une
affaire d'État**

photo : Gallimard

Boris Pasternak à Peredelkino en 1959.

Par
Lionel Meney

Depuis la dissolution de l'URSS et la fin du communisme en Russie, les archives s'ouvrent et petit à petit livrent leurs secrets. Après la tentative de putsch d'août 1991, Boris Eltsine avait ordonné l'ouverture des archives du Parti communiste de l'Union soviétique. Un Centre de conservation des documents contemporains a été créé à Moscou et les chercheurs ont désormais accès à des documents inestimables pour la compréhension du système soviétique.

Deux ouvrages ont déjà bénéficié de ces décisions : *La parole ressuscitée, Dans les archives littéraires du KGB* (Robert Laffont, Paris, 1993) dans lequel Vitali Chentalinski a réuni des documents inédits sur plusieurs des plus grands écrivains soviétiques (Isaac Babel, Mikhaïl Boulgakov, Boris Pilniak, Ossip Mandelstam, Andréï Platonov, etc.) victimes de la répression communiste (voir *Nuit blanche*, n° 56) et *Rapports secrets soviétiques (1921-1991), La société russe dans les documents confidentiels* (Gallimard, Paris, 1994) de Nicolas Werth et Gaël Moullec (voir *Nuit blanche*, n° 61), qui donnent une image contrastée de l'apparent monolithisme soviétique.

Les éditions Gallimard publient en outre deux livres qui favoriseront grandement la compréhension du système soviétique : *Le dossier de l'affaire Pasternak, Archives du Comité central et du Politburo*¹ et, de Boris Pasternak, *Lettres à mes amies françaises (1956-1960)*². Ces deux ouvrages sont précédés d'une préface très documentée, instructive et intéressante de Jacqueline de Proyart, l'une des héroïnes de l'affaire Pasternak, qui a assumé la traduction française du *Docteur Jivago*.

Les deux ouvrages, quoique d'intérêt différent, le deuxième étant plus personnel et plus anecdotique, sont complémentaires et doivent se lire de préférence

dans l'ordre indiqué ici. Le premier dévoile les pressions exercées par les Soviétiques pour obtenir de Pasternak qu'il interdise la publication de son roman à l'étranger, ce qu'ils ne réussiront pas, et par la suite pour qu'il refuse le Prix Nobel, ce qu'ils obtiendront. Le second est un témoignage émouvant, dans des lettres pleines de franchise et de spontanéité rédigées directement en français, des émotions et des épreuves vécues par l'écrivain.

L'affaire Pasternak

Le 23 octobre 1958, le Prix Nobel de littérature est attribué à Boris Pasternak. En quelques heures ce nom, jusque-là inconnu, va faire le tour du monde et autour de lui va se nouer l'une des plus importantes batailles idéologiques de l'après-guerre. Un autre nom étrange apparaît par la même occasion : Jivago. En effet, l'auteur soviétique a reçu le Prix Nobel pour un roman intitulé *Le docteur Jivago* (l'équivalent français serait quelque chose comme le docteur « Duvif » ou « Duvivant »).

Si, en 1958, Boris Pasternak n'était connu en Occident que de rares spécialistes de la littérature russe, il était en revanche déjà très apprécié dans sa patrie, à la fois comme poète et comme traducteur. Après quelques années de

succès, il était pourtant retombé plus ou moins dans l'obscurité et ne réussissait pas à faire publier ses œuvres dans son pays. C'est le sort que connaissait *Le docteur Jivago*, commencé au début des années 30, repris en 1945 dans l'euphorie de la victoire sur l'Allemagne nazie, et mené à son terme en 1955 à la faveur du « dégel » poststalinien.

Le roman met en scène trois personnages : une jeune femme, Lara Guichard, et deux hommes qui se disputent son amour, le révolutionnaire Pavel Antipov et le médecin-poète Iouri Jivago. Le roman est une vaste fresque qui couvre toute l'histoire tourmentée de la Russie depuis la révolution de 1905 jusqu'à la révolution de 1917 et la guerre civile, en passant par la Première Guerre mondiale. Alors qu'Antipov choisit la voie de la révolution, Jivago se réfugie, avec Lara, dans un domaine isolé pour fuir la violence, toute violence, de quelque camp qu'elle vienne.

Pour faire publier son roman en URSS, le romancier emprunte d'abord la voie habituelle : il le soumet à des revues, dont le célèbre *Novy Mir* (Nouveau Monde). Démarche vaine : aucune revue, aucun éditeur soviétique n'accepte de le publier sous prétexte qu'il serait une condamnation de la révolution, une glorification de la bourgeoisie et de l'égoïsme individuel, bref qu'il serait fondamentalement « antisoviétique ».

Il faut se rappeler que dans l'esprit du pays et de l'époque, toute œuvre d'art était jugée à l'aune du « réalisme socialiste », théorie utilitaire qui mesurait la qualité d'une œuvre en fonction de sa capacité à faire avancer la cause de la révolution. Les critiques soviétiques ne s'y sont pas trompés : *Le docteur Jivago* n'entrait pas dans les canons du réalisme socialiste et, de ce fait, n'avait pas droit à l'existence. Tel fut, entre autres, le verdict du comité de rédaction de *Novy Mir*.

« Votre roman est écrit dans un esprit qui rejette la révolution socialiste. L'idée sous-jacente est que la révolution d'Octobre, la guerre civile et les changements qui s'en sont ensuivis n'ont apporté au peuple que des souffrances, qu'ils ont détruit l'intelligentsia russe, physiquement ou moralement. »

Le dossier de l'affaire Pasternak, p. 77.

« Tout ce monde de la bourgeoisie russe prérévolutionnaire, que vous dénoncez de façon formelle dans l'abstrait, devient, dès que vous entreprenez de le décrire concrètement, quelque chose de tout à fait acceptable, et suscite même dans votre cœur d'auteur une tendresse poignante. »

Le dossier de l'affaire Pasternak, p. 78.

« Pendant les dures années de guerre civile, il devient évident que le peuple n'existe pas [aux] yeux [du docteur Jivago], il n'y a que lui-même ; sa propre personne, avec ses intérêts et ses souffrances, compte plus que tout ; une personne qui ne se sent aucun lien avec le peuple, aucune responsabilité devant lui. »

Le dossier de l'affaire Pasternak, p. 82.

Publier à l'étranger

Un événement extraordinaire dans le contexte soviétique va alors se produire. Plutôt que de remanier son texte pour le rendre acceptable aux yeux de la censure soviétique, plutôt même que de le garder dans ses tiroirs en attendant des jours meilleurs, Boris Pasternak signe, le 13 juin 1955, un contrat avec l'éditeur communiste italien Feltrinelli pour la publication du roman en italien.

Ce faisant, il transgressait plusieurs règles écrites ou non écrites de la vie littéraire soviétique : publier à l'étranger, qui plus est un roman refusé dans son propre pays, agir de sa propre initiative, sans passer par les organes soviétiques, enfin prendre le risque que le roman soit publié en langue étrangère avant de l'être en russe...

Le dossier et les *Lettres*, particulièrement le premier, montrent très bien comment le système communiste, telle une mécanique bien huilée, va se mettre en branle pour ramener l'écrivain dans la normalité soviétique.

Dès qu'elles apprennent l'existence du fameux contrat avec Feltrinelli, les autorités soviétiques vont tout faire pour forcer le romancier à revenir sur sa décision et pour amener Feltrinelli à ne pas publier le roman avant qu'il ne le soit en russe en URSS, ce qui impliquait que l'auteur acceptât de passer sous les fourches caudines de la censure. Malgré les pressions, Boris Pasternak résiste. Pire encore : en février 1957, convaincu qu'il ne pourra publier son roman dans son pays, il charge Jacqueline de Proyart, jeune étudiante française en stage à Moscou, de s'occuper de la traduction française du *Docteur Jivago*, lui donnant plein pouvoir de défendre ses intérêts, tous ses intérêts, aussi bien financiers que littéraires, en Occident.

« Moscou, le 6 févr. 1957

« Je charge Madame Jacqueline de Proyart de toute ma confiance indivisible en toutes matières littéraires relativement à moi et je l'autorise à traduire et éditer mes travaux, à en diriger les publications et à profiter de tous les droits et de tous les gains d'auteur.

B. Pasternak »

Lettres à mes amies françaises, p. 30

(texte original français de Boris Pasternak).

La renommée

Malgré les pressions exercées, les autorités soviétiques n'ont donc pas atteint leur premier objectif. *Le docteur Jivago* sera traduit et publié en Occident (en italien, en français et en anglais) et, grâce en bonne partie à l'effet de scandale, il obtiendra un grand succès auprès des lecteurs. Mais lorsqu'en octobre 1958 l'Académie de Stockholm décerne le Prix Nobel de littérature à Boris Pasternak, l'affaire devient véritablement une affaire d'État. Tombée en pleine guerre froide, la décision de Stockholm est ressentie comme une provocation « impérialiste » contre l'URSS. Et Pasternak, comme un traître à la patrie socialiste.

La machine d'État de l'URSS va se déchaîner. Et, cette fois, elle va réussir. Les documents présentés dans le *Dossier* montrent admirablement la mécanique en marche, le système de propagande et de répression soviétique, à l'interne comme à l'externe. On voit comment les plus hautes instances de l'État, le secrétaire général du Parti, Khrouchtchev,

le présidium du Comité central avec Souslov et Gromyko, le département de la Culture (Polikarpov), celui de la Propagande (Ilitchev), le département international chargé des « partis frères » (Ponomarev), comment la police, le KGB, la Justice en la personne du procureur général de l'URSS, Roudenko, la diplomatie soviétique, comment tous se liguent pour obtenir que Boris Pasternak refuse le Prix Nobel.

On voit également la servilité des institutions soviétiques : l'Union des écrivains, son secrétaire, Sourkov, et des auteurs aussi populaires que Cholkhov, Fedine, Polevoi, Simonov, les comités de rédaction de revues comme *Novy Mir* ou *Literatournaïa Gazeta*, les maisons d'édition comme Mejdounarodnaïa Kniga, la Direction générale de la protection des droits d'auteur, le Fonds littéraire chargé de payer les écrivains soviétiques ; toutes obéissent fidèlement aux injonctions du pouvoir communiste. On voit aussi très bien comment l'opinion publique est manipulée afin qu'elle condamne « spontanément » et « unanimement » l'œuvre et l'action de Pasternak, sa personne même.

Personne pourtant en URSS, à part les comités de rédaction qui avaient refusé de le publier, personne n'avait pu lire (et pour cause) le roman que tout le monde condamnait !

Autopsie du mécanisme totalitaire

Première étape : forcer l'écrivain à interdire lui-même la publication de son roman à l'étranger. C'est Ponomarev, responsable des relations avec les PC étrangers, qui propose « la » solution : « En conséquence, il faudrait envoyer [au nom de Pasternak] un télégramme à l'éditeur italien en lui enjoignant de rendre le manuscrit. » Heureusement, l'écrivain avait prévu la manœuvre : il avait prévenu Feltrinelli qu'il ne devait accorder foi qu'à ses directives écrites en français ; tout ce qu'il écrirait en russe pourrait l'avoir été sous la pression des autorités soviétiques, on ne devait donc pas en tenir compte.

À force de pressions et de menaces, le romancier écrit donc, en russe, à son éditeur italien :

« 23 octobre 1957

« Monsieur Feltrinelli,

« Je suis surpris de n'avoir encore reçu aucune réponse à mon télégramme. Je vous y demandais de me retourner dans les plus brefs délais le manuscrit de mon roman, car j'ai la conviction qu'il nécessite des remaniements et

n'est pas œuvre achevée. J'estime que tout éditeur qui se respecte, et qui respecte la littérature, ne peut pas ne pas honorer la demande d'un auteur réclamant qu'on lui renvoie son manuscrit qu'il estime devoir perfectionner. [...]

Boris Pasternak »

Le dossier de l'affaire Pasternak, p. 37-38.

Feltrinelli a compris et évite le piège. Faute de l'être dans son pays, *Le docteur Jivago* sera publié à l'étranger.

Deuxième étape : travailler l'opinion publique soviétique, lui démontrer qu'en acceptant le Prix Nobel, l'écrivain s'est coupé de son pays, de son peuple, de ses valeurs. Il faut le montrer du doigt, l'isoler. Mais laisser entendre aussi que les autorités soviétiques ne font que refléter l'indignation spontanée et unanime de l'opinion. Grâce au *Dossier*, on voit très bien qu'en fait tout est orchestré, tout part d'en haut. Nous découvrons le schéma classique des manipulations soviétiques : le peuple sert de caisse de résonance, les autorités l'incitant à exprimer son indignation ; les confrères de l'écrivain vont se dissocier de la brebis galeuse, jusqu'aux cercles « progressistes » occidentaux qui vont se joindre au concert anti-Pasternak...

« [Le camarade Gribatchev] a déclaré que l'exclusion de Pasternak de l'Union des écrivains devait être précédée d'un vaste mouvement de l'opinion publique soviétique qui s'exprimerait dans la presse. La décision par l'Union des écrivains [...] devait être l'accomplissement d'une volonté populaire. »

Le dossier de l'affaire Pasternak, p. 104.

« Lorsque j'ai appris par *Literatournaïa Gazeta* les agissements infâmes et honteux de Pasternak, je n'ai pas trouvé de mots pour exprimer mon indignation. C'est le fait d'un individu pervers et dégénéré, qui calomnie le peuple qui l'a nourri. Pasternak mérite le châtimement le plus sévère, il est pire qu'un ennemi. C'est un abcès purulent, et les abcès, on les extirpe à la racine. » [Le camarade Molokov, cadre de l'usine chimique Dorkhimzavod.]

Le dossier de l'affaire Pasternak, p. 112.

« [...] ce Pasternak qui a vendu à des éditeurs bourgeois son ragoût de calomnies, baignant dans le mensonge et l'hypocrisie. Seul un homme sans vergogne, sans conscience et n'ayant aucun sens de ses responsabilités envers la révolution et le peuple qui l'a accomplie a pu se conduire avec autant d'ignominie et de duplicité.

Il faut être un hypocrite et un traître pour agir de la sorte. »

[Lettre d'écrivains de Bachkirie.]

Le dossier de l'affaire Pasternak, p. 110.

« J'ai du mal à comprendre pourquoi Pasternak ne s'intéresse pas aux grandioses réalisations accomplies par le peuple soviétique durant ces trente dernières années. Il est bien le seul, car cela passionne le monde entier. [...] Il va de soi que ces révoltes entraînent des désagréments pour beaucoup, et même la mort pour certains. Il n'y a aucun combat pour les droits de l'homme qui n'ait laissé des blessés sur le champ de bataille – c'est le prix que l'homme doit payer pour une vie meilleure. »

[Lettre de Sean O'Casey.]

Le dossier de l'affaire Pasternak, p. 154-155.

Un homme seul contre tous

La lecture de ces deux ouvrages permet de mieux mesurer la dureté du combat mené par Boris Pasternak. Et son courage. À part son entourage et quelques rares amis, il est seul contre tout le système, ses moyens de pression, ses campagnes de presse haineuses. Sa vie dépend entièrement de ses adversaires.

Ce qui est admirable, c'est que Boris Pasternak s'est fixé comme premier objectif, quelles qu'en soient les conséquences, la publication de son roman, et qu'il n'en dévierait pas, malgré le prix à payer.

« Mon propre sort est moins important pour moi que celui de mes idées. »

Lettres à mes amies françaises, p. 88.

Seul contre tous, pratiquement coupé du monde extérieur, disposant de peu d'informations, Boris Pasternak réussit à déjouer la plupart des pièges que lui tendent ses adversaires. Il avait pris la précaution de prévenir ses correspondants étrangers de n'accorder foi qu'à ses lettres écrites en français. Tout le reste pouvait avoir été écrit sous la pression du Parti communiste de l'Union soviétique, de la police ou de la « Justice » soviétique. Sage précaution, on l'a vu...

L'occasion révèle en outre que Boris Pasternak est d'une grande lucidité à propos de la nature humaine.

« Je m'attends à tout camarades, écrit-il à ses confrères écrivains, et je ne vous incrimine pas. Les circonstances peuvent vous obliger à aller très loin dans la punition que vous m'infligerez, pour me réhabiliter sous la pression de circonstances analogues quand il sera

trop tard. Mais cela s'est déjà produit si souvent par le passé ! Ne vous précipitez pas, je vous en prie. Cela n'ajoutera ni à votre gloire ni à votre bonheur. »

Le dossier de l'affaire Pasternak, p. 103.

Le 27 octobre 1958, « [c] ompte tenu de [sa] déchéance morale et politique », l'Union des écrivains soviétiques retirait à Boris Pasternak son titre d'écrivain soviétique, ce qui équivalait à lui interdire toute possibilité de vivre de sa plume. Il est privé de moyens de subsistance, menacé de perdre sa citoyenneté, d'emprisonnement ou, pire encore à ses yeux, d'expulsion hors de l'URSS. Dans une lettre pathétique à Khrouchtchev, il lui demande de lui éviter ce supplice.

Le 30 mai 1960, après une résistance de plusieurs années, Boris Pasternak s'éteignait, victime du cancer. Ses prédictions allaient se réaliser : le 19 février 1987, son exclusion de l'Union des écrivains soviétiques était annulée. La même année, soit trente ans après sa parution à l'étranger, *Le docteur Jivago* était enfin publié en URSS. En février 1990, la maison de l'écrivain à Peredelkino était transformée en Musée Pasternak.

Selon un rapport d'indicateur du KGB, il aurait déclaré, dès 1938, en pleine répression stalinienne :

« Il convient de se protéger de l'oppression et de la violence ambiantes uniquement en se réfugiant en soi-même, en conservant son intégrité intérieure. Cela exige aujourd'hui de l'héroïsme, il faut présenter ne serait-ce qu'une opposition passive à la sauvagerie et la soif de sang qui règnent ici. »

Le dossier de l'affaire Pasternak, p. 169-170.

En octobre 1989 tombait le mur de Berlin. En décembre 1991, l'URSS elle-même disparaissait de la scène mondiale. Boris Pasternak, de même que plus tard Alexandre Soljenitsyne et Andreï Sakharov, ainsi que des milliers d'hommes et de femmes anonymes, par leur résistance héroïque, avaient préparé l'événement. **NS**

1. *Le dossier de l'affaire Pasternak*, Archives du Comité central et du Politburo, trad. du russe par Sophie Bénéch, préface de Jacqueline de Proyard, « Témoins », Gallimard, Paris, 1994, 266 p. ; 49,95 \$.

2. *Lettres à mes amies françaises (1956-1960)*, par Boris Pasternak, introduction et notes de Jacqueline de Proyard, Gallimard, Paris, 1994, 235 p. ; 39,95 \$.